



LES SERVICES PUBLICS S'ÉCROULENT.

**M. LEGAULT,
AGISSEZ !**

Info-négo no 14

NOUS EN AVONS ASSEZ DU MÉPRIS DE CE GOUVERNEMENT !

Alors que les négociations avec le Conseil du trésor et les divers comités patronaux sont pratiquement au point mort, l'ensemble des syndicats du secteur public de la CSN se rencontrait virtuellement la semaine dernière, les 28 et 29 janvier, afin de faire le point sur l'état des discussions, tant à la table centrale qu'aux tables sectorielles. Les syndicats de la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), de la Fédération des professionnèles (FP-CSN) et de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) ont mené ensemble d'importants débats sur les moyens à prendre pour que cesse le mépris du gouvernement à l'égard des travailleuses et des travailleurs des services publics.

Parce que, oui, c'est bien de mépris dont il est question, et aussi d'inconscience. Alors que nous tenons le Québec à bout de bras depuis bientôt un an, et ce, malgré une situation de crise qui existait dans nos réseaux bien avant la pandémie, le gouvernement de la CAQ refuse toujours de donner des mandats à ses porte-parole pour permettre à la négociation d'avancer. Au lieu de considérer cette négociation comme une occasion de réparer les graves dégâts causés par leurs prédécesseurs, M. Legault et ses ministres responsables font la sourde oreille à [nos revendications](#). Ils semblent penser que leurs mercis suffisent et que nous devons nous contenter des offres inacceptables qu'ils mettent sur la table.

Les syndicats ont ensemble fait le constat que ce que propose le gouvernement est nettement insuffisant. Il faut beaucoup plus d'investissements pour répondre aux besoins criants des réseaux, qui ont littéralement tenu le Québec à flot au cours des derniers mois. Il est on ne peut plus clair qu'un secteur public fort s'avère essentiel à une véritable relance pour le Québec. Les défis qui nous attendent au cours des prochaines années seront encore plus grands qu'auparavant et les Québécoises et les Québécois méritent des services publics de qualité qui sauront répondre à leurs besoins durant cette difficile reconstruction. Le gouvernement ne peut plus nier que des améliorations significatives à nos conditions de travail et à nos salaires sont nécessaires pour freiner l'exode des travailleuses et des travailleurs du secteur public. Les bottines doivent maintenant suivre les babines et les innombrables mercis lancés au cours de la dernière année doivent maintenant céder le pas à des actions concrètes.

Maintenant, qu'est-ce qu'on fait ?

Pas le choix, il nous faut hausser le ton. Il faut unir nos voix, nos 160 000 voix, et agir pour que ce gouvernement comprenne que son entêtement est insensé.

Au cours des prochaines semaines, nous toutes et tous, membres du secteur public CSN, serons appelés à discuter, en assemblée générale, de l'intensification de nos moyens de pression en tenant compte de la situation sanitaire et de la planification d'une grève à exercer au moment jugé opportun. Des discussions essentielles, qui doivent se faire avec l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.

Restons à l'affût des convocations de nos syndicats et participons en grand nombre à ces assemblées importantes.